

LA FNSEA A RENCONTRÉ LA MINISTRE DE LA JUSTICE

Augmentation des attaques verbales et physiques commises à l'encontre des agriculteurs

Face à l'augmentation des attaques verbales et physiques de plus en plus violentes, commises à l'encontre des agriculteurs en raison de leur activité d'éleveur ou de l'utilisation de phytosanitaires, et face à la banalisation de ce phénomène notamment dans les médias, **Christiane Lambert et Jérôme Despey ont rencontré le 7 janvier, Nicole Belloubet, la ministre de la Justice, afin de déterminer comment il est possible de faire évoluer le droit dans le but de sanctionner plus durement ces actes.**



Christiane Lambert et Jérôme Despey ont rencontré, Nicole Belloubet la Ministre de la Justice

Après avoir axé son action sur la prévention des attaques commises à l'encontre des agriculteurs, en collaborant avec la Direction générale de la gendarmerie nationale et le ministère de l'Intérieur dans le but d'établir une convention de partenariat signée le 13 décembre dernier dans le Finistère, la FNSEA s'attelle maintenant à la question des sanctions encourues par leurs auteurs.

La FNSEA sait en effet que le gouvernement met tout en œuvre pour prévenir, poursuivre et sanctionner les auteurs de ces actes. Mais selon elle, ces efforts et cette volonté politique affichée ne pourront aboutir que si le droit pénal reconnaît la spécificité du monde agricole et les conséquences des attaques qu'il subit.

Aussi, après avoir exposé la situation très difficile actuellement subie par les agriculteurs, la FNSEA a exprimé sa volonté de voir évoluer le droit afin que ces actes soient sanctionnés plus durement. Car, l'intrusion dans une exploitation agricole a des conséquences beaucoup plus graves qu'une simple pénétration dans un domicile privé. La violation des normes sanitaires et des règles de biosécurité applicables peut mettre en danger, non seulement les ani-

maux de l'exploitation voire les intérêts économiques de toute une filière en cas de contamination, mais aussi les consommateurs eux-mêmes. La FNSEA a ainsi demandé à Nicole Belloubet que toute intrusion dans une exploitation agricole soit condamnée via une infraction spécifique et que les sanctions prévues soient proportionnelles aux risques sanitaires encourus en conséquence d'un tel acte.

Lors de cette rencontre, la FNSEA a bénéficié d'une écoute très attentive de la part de la ministre de la Justice qui partage la préoccupation et le besoin d'un signe politique fort et efficace qui puisse se concrétiser. Cependant, si Nicole Belloubet juge indispensable d'agir politiquement, elle tient à être prudente concernant l'action juridique. Créer une infraction spécifique de type «intrusion dans un bâtiment agricole» présente le risque de mettre à mal les principes constitutionnels de lisibilité et de stabilité du dispositif législatif.

Après discussions, il a ainsi été proposé que la FNSEA et le ministère de la Justice travaillent ensemble à la création d'une circonstance aggravante justifiée par l'existence de règles de biosécurité applicables à certains bâtiments et par les conséquences graves susceptibles d'être entraînées par leur violation en cas d'intrusion, permettant in fine, une sanction plus sévère qu'une simple violation de domicile.

Le principal intérêt de cette proposition est de concilier notre préoccupation de plus grande sévérité et les principes de sécurité juridique. Un contact avec l'équipe de Nicole Belloubet a d'ores et déjà été établi afin que les travaux de réflexion commencent au plus vite.

AGRIBASHING

«Il ne faut pas laisser l'émotion l'emporter»

Le week-end dernier, Philippe Clément, président de la FDSEA des Vosges, a eu la très mauvaise surprise de découvrir des tags sur les portes de ses écuries à Marainville-sur-Madon. Le président revient sur cette effraction et donne son ressenti sur l'agribashing, un fléau que subissent au quotidien les agriculteurs.

Sur les tags, on pouvait lire «élevage = meute» (la faute d'orthographe est d'ailleurs à souligner), ou encore «assassin». Des termes forts, insupportables et condamnables qui visent le président de la FDSEA des Vosges, son associée, Marie-Laure, et ses salariés, mais également tous les éleveurs. Dans une société civilisée, on peut avoir des désaccords, en débattant, discutant, échangeant, dans le respect de chacun. Un tel acte en est le total opposé, il relève uniquement de la couardise et reflète l'ignorance et la bêtise environnante.

Comment réagir face à ce type d'infraction ?

- **Philippe Clément** : «Ce n'est pas simple mais il faut essayer de ne pas laisser l'émotion l'emporter afin de ne pas avoir de mauvaises réactions. Dans ces conditions, il ne faut pas rester seul et pouvoir en parler tout de suite à quelqu'un afin d'éviter que la colère ne l'emporte même si elle est légitime. Il est aussi vrai qu'il est plus facile de relativiser lorsqu'il s'agit d'inscriptions que lorsqu'une exploitation brûle. Notre différence face à ces intégristes, c'est que nous ne répondons pas à la violence par la violence. Nous prônons la liberté de chacun d'avoir ses convictions du moment qu'il ne les impose pas par la violence et par la force. Chacun fait ce qu'il veut, et dans un sens, l'alimentation fait partie de l'intime, cela se respecte.

Il faut également appeler la gendarmerie dans la foulée, et ne pas hésiter à signaler la moindre petite agression. Même s'il n'y aura pas toujours d'enquêtes cela permet de montrer que nous sommes quotidiennement embêtés dans notre métier.

Les méthodes employées sont nauséabondes, irrespectueuses et violentes. Ce n'est pas le monde dans lequel nous voulons vivre. On s'aperçoit que l'on glisse doucement vers une radicalisation des positions, quel que soit le sujet, la grève contre la réforme des retraites l'atteste. Jusqu'où ça peut aller ? Nous devons être vigilants et fermes sur le sujet de l'agribashing. En cela, j'appelle l'Etat à prendre ses responsabilités avant qu'un drame ne se joue sur nos exploitations.

De manière générale, comment faire face à l'agribashing, ce fléau qui gangrène un peu plus chaque jour ?

- **P.C.** : Ce n'est pas évident. On dit souvent qu'il faut ouvrir nos fermes pour montrer la réalité de notre profession, chose que nous n'avons jamais autant faite que maintenant. Mais nous ne pourrions pas y arriver seuls. Malheureusement aujourd'hui, certains messages diffusés par les hauts services de l'Etat et les médias contribuent à alimenter la machine de l'agribashing. Je prends pour exemple un reportage diffusé récemment sur une chaîne de service public qui relayait une information du Ministère de la Santé au sujet des pratiques permettant d'être en meilleure santé et qui nous expliquait qu'il fallait manger moins de viande de manière générale. Comme si quelqu'un qui ne mangeait que 200 grammes de viande devait aussi en manger moins alors que la recommandation serait plutôt d'en manger plus. Cela fait aussi partie du climat ambiant, des messages qui commencent petit à petit à entrer dans l'esprit de nos concitoyens. En cela, les médias pratiquent également l'agribashing. On pourrait aussi parler à ce sujet des ZNT, je crains d'ailleurs que le printemps soit difficile à gérer sur ce sujet.

Pour lutter contre l'agribashing, il va falloir se mettre dans la tête que nous sommes face à une infime partie de gens radicalisés, avec qui il est impossible de raisonner, on ne peut donc plus perdre de temps avec eux. C'est à la majorité de la population qui

croit encore en notre agriculture qu'il faut maintenant s'adresser. Ces gens ont besoin d'être informés, de savoir ce qu'est la réalité de notre profession. A nous d'aller encore plus vers les autres, de communiquer encore plus en apportant la véritable information. Quand je vois le nombre de messages que j'ai reçu de la part de la profession mais également de personnes qui ne sont pas du milieu agricole qui reconnaissent la valeur de notre agriculture, je me dis que le combat n'est pas perdu. Nous ne devons pas baisser les bras et travailler pour ceux qui croient encore en nous.

Quels sont les dispositifs mis en place pour faire face à l'agribashing ?

- **P.C.** : Nous pouvons citer la cellule Demeter, mise en place au niveau national, qui a pour objectif de lutter contre l'agribashing et les intrusions dans les exploitations agricoles. De recréer du lien entre la gendarmerie et les agriculteurs afin d'assurer la sécurité de ces derniers, de les rassurer. Nous sommes en fait sur le problème des territoires ruraux qui sont un peu délaissés, la responsabilité venant du Ministère de l'Intérieur. Cette cellule devrait faire que la gendarmerie tournera un peu plus dans les villages, tout en instaurant un échange réciproque avec les agriculteurs. En revanche, ce qui est certain, c'est que cela n'empêchera pas les actes isolés car malheureusement, il n'y a pas de solution miracle».

Propos recueillis par Matthieu PALMIERI Le Paysan Vosgien



Samedi 18 janvier, Philippe Clément a été victime d'une effraction sur son exploitation.